

droit et liberté

mensuel du mouvement
contre le racisme et pour
l'amitié entre les peuples



N° 429 — Mai-Juin 1984

ISSN 0012-6411

Dirigeant du régime d'apartheid

Botha le mal venu

Pendant une partie de mai et début juin, le MRAP s'est mobilisé contre la venue en France de M. Pieter Botha, Premier ministre de l'Afrique du Sud raciste, et sa rencontre avec un représentant du gouvernement français.

Dans le cadre d'une tournée en Europe occidentale, le dirigeant du régime d'apartheid, à la recherche d'une caution d'honorabilité, avait pris pour prétexte une cérémonie dans la Somme, à Longueval, organisée par l'ambassade sud-africaine, à la mémoire des soldats d'Afrique du Sud tués pendant les guerres de 1914-18 et 1939-45.

Or, c'est dans le cadre du Commonwealth britannique que ces soldats ont combattu ; M. Botha et ses amis du Parti Nationaliste s'opposèrent à la lutte de leur pays dans le camp des Alliés ; certains furent même emprisonnés pour leur soutien actif à Hitler ; et aujourd'hui, leur idéologie, leurs pratiques s'inspirent encore du nazisme.

Dans ces conditions, la participation d'un Botha à une telle cérémonie n'est pas moins scandaleuse que la remise d'une médaille à un général SS à Bayeux — qui a suscité l'émotion que l'on sait. Et la présence du Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants apparaissait comme inadmissible.

Le MRAP a pris position vigoureusement. Il a multiplié les démarches, diffusé une pétition, alerté les groupes parlementaires, les associations d'anciens combattants qui sont intervenues, et de nombreuses autres organisations. Avec le MAA et l'AFASPA, il a été reçu au ministère des Relations Extérieures le 29 mai. Il a pris une part active aux manifestations de protestation à Paris, le 2 juin (avec le Collectif des Associations des travailleurs et étudiants africains), à Amiens le 6 juin et à Longueval le 7 juin.

Anniversaire

Comment fêter les trente cinq ans du MRAP

LE 22 mai 1949, au cours d'un grand rassemblement au Cirque d'Hiver, naissait le MRAP. Ou plutôt : renaissait. Car ses fondateurs avaient auparavant milité dans le Mouvement National Contre le Racisme (MNCR) créé sous l'occupation en 1942, organisation clandestine de résistance au nazisme et à ses complices de Vichy.

Le traumatisme du génocide

A travers l'histoire du MRAP, on peut suivre les grandes étapes de l'histoire de France depuis la Libération.

Au lendemain de la guerre, l'opinion traumatisée par le génocide des Juifs, par la découverte des camps d'extermination, des chambres à gaz et des fours crématoires, réagissait avec vigueur à toutes les tentatives de réveil du nazisme, au réarmement de l'Allemagne, au renversement des alliances aboutissant à la « guerre froide ».

L'une des premières campagnes du MRAP fut dirigée contre un film antisémite et xénophobe, **Les Nouveaux Maîtres**, ce qui lui valut un retentissant procès — qu'il gagna.

De cette période, on retiendra aussi la mobilisation massive contre les libérations de criminels de guerre, contre la Communauté européenne de défense (CED), contre le racisme aux Etats-Unis qui se manifesta par l'assassinat légal de plusieurs Noirs, comme Willie Mc Gee et, plus tard, d'Ethel et Julius Rosenberg.

Guerres coloniales et immigration

Puis ce fut le temps des guerres coloniales françaises : celle d'Indochine (1946-1954), celle d'Algérie surtout (1954-1962), qui entraîna la participation du contingent et le recours à des méthodes particulièrement inhumaines. Le MRAP mena une action courageuse et tenace, dont il peut être fier, pour la liberté des peuples, pour la dignité de la France et le respect des Droits de l'Homme.

Avec le développement de l'immigration, dans les années 60, il allait réagir aux conditions effroyables faites à cette main-d'œuvre importée, taillable et corvéable à merci, et travailler à combattre le racisme sciemment entretenu pour justifier cette exploitation éhontée.

Dès mars 1968, le MRAP plaçait la première Journée internationale contre le racisme sous le signe de la défense des droits des immigrés, en premier lieu le droit à un logement décent. Bientôt, la plupart des bidonvilles allaient être remplacés par des « cités de transit »... dont certaines existent encore aujourd'hui.

(Suite page 5.)